

Principes directeurs

de l'Aide au développement

2009-2010



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

1. Présentation du Fonds canadien de télévision	4
2. Fonctionnement du volet de l'Aide au développement	5
2.1 Introduction	5
2.A Enveloppes d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise	5
2.A.1 Introduction	5
2.A.1.1 Définition d'un projet de développement régional	5
2.A.2 Montant de la participation financière	6
2.A.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur	7
2.A.4 Processus de dépôt de la demande	7
2.B Aide au développement en langue française	8
2.B.1 Enveloppe sélective d'aide au développement de projets en langue française	8
2.B.1.1 Introduction	8
2.B.1.2 Montant de la participation financière	8
2.B.1.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur	9
2.B.1.4 Processus de dépôt de la demande	9
2.B.2 Enveloppe d'aide au développement du télédiffuseur de langue française Radio-Canada/RDI	10
2.B.2.1 Introduction	10
2.B.2.2 Montant de la participation financière	10
2.B.2.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement de Radio-Canada/RDI	10
2.B.2.4 Processus de dépôt de la demande	11
2.B.3 Aide au développement des projets régionaux en langue française au Québec	11
2.B.3.1 Aide au développement des projets régionaux en langue française au Québec	11
2.B.3.1.1 Introduction	11
2.B.3.1.2 Montant de la participation financière	12
2.B.3.1.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur	12
2.B.3.1.4 Processus de dépôt de la demande	12
2.B.3.2 Aide au pré-développement de projets régionaux en langue française au Québec	13
2.B.3.2.1 Introduction	13
2.B.3.2.2 Montant de la participation financière	13
2.B.3.2.3 Engagement du télédiffuseur	13
2.B.3.2.4 Processus de dépôt de la demande	13
2.2 Nature de la participation financière	14
2.3 Dépenses admissibles	14
2.3.1 Transactions entre parties apparentées	14
2.3.2 Dépenses de développement admissibles	15
2.3.3 Dépenses de pré-développement admissibles	16

3. Admissibilité au financement	17
3.1 Requérants admissibles	17
3.1.1 Sociétés de production	17
3.2 Projets admissibles	17
3.2.1 Exigences fondamentales	18
3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels	18
3.2.2 Genres	19
3.2.3 Propriété et contrôle canadiens	19
3.2.4 Exigences techniques	20
4. Conformité et déclarations	21
4.1 Présentation des documents	21
4.2 Non-conformité aux Principes directeurs	21
4.3 Fausse déclaration	21
5. Présentation des demandes	22

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants :

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et par commodité aux Requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds canadien de télévision (FCT). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FCT et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FCT. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FCT.

Le FCT administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FCT prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les Requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FCT ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'Annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FCT à www.ctf-fct.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FCT au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FCT en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FCT commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FCT peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FCT www.ctf-fct.ca.

1. PRÉSENTATION DU FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION

Le FCT participe financièrement à un grand nombre d'émissions typiquement et distinctement canadiennes qui reflètent la culture, les histoires et les thèmes canadiens. Le FCT appuie le développement, la production et la diffusion de tels projets télévisés aux heures de grande écoute. Ces projets doivent être accrédités par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doivent avoir obtenu un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC. Par ailleurs, ils doivent avoir été tournés au Canada et leur intrigue doit principalement s'y dérouler.

Ces projets doivent être initiés par des sociétés canadiennes, contrôlées par des Canadiens, qui exercent le contrôle financier et créatif des productions - du développement à la production jusqu'à la distribution et la télédiffusion. Leurs droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon significative par des Canadiens.

Le FCT est un fonds de programmation culturelle. Il n'appuie ni les productions « industrielles », ni les productions de « services étrangers », ni à celles contrôlées par des entités étrangères.

Le FCT appuie dans les langues anglaise, française et autochtones les quatre genres d'émissions sous-représentés suivants : enfants et jeunes, documentaires, dramatiques, variétés et arts de la scène.

Le FCT axe son soutien sur les projets possédant une entente de droits de diffusion et conçus essentiellement à l'intention d'auditoires canadiens et il s'efforce d'accroître l'écoute de ces productions.

Le FCT tient à atteindre tous les objectifs des politiques publiques liées à son mandat et vise à encourager la diversité des voix canadiennes dans les émissions qu'il appuie, et tout particulièrement : les émissions en langues anglaise, française et autochtones canadiennes et ce, autant en contexte majoritaire qu'en contexte minoritaire (comme les productions en langue française à l'extérieur du Québec et les productions en langue anglaise au Québec); et les projets issus des régions.

Le FCT veut également favoriser une relation de travail productive entre le FCT et les industries de la production et de la télédiffusion ainsi que maximiser l'efficacité et le rendement de l'administration des services du FCT.

2. FONCTIONNEMENT DU VOLET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

2.1 Introduction

Le FCT offre une aide financière au développement de la télévision canadienne par le biais d'une gamme de programmes. L'objectif du FCT, dans le cadre de ce volet, est d'encourager la production télévisuelle dans diverses régions et dans les deux langues officielles.

Le volet de l'Aide au développement comprend les quatre sous-volets suivants :

- ▶ Enveloppes d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise
- ▶ Enveloppe sélective d'aide au développement de projets en langue française
- ▶ Enveloppe d'aide au développement du télédiffuseur de langue française de Radio-Canada/RDI
- ▶ Aide au développement des productions régionales en langue française au Québec

Certains de ces sous-volets comprennent plusieurs parties. De plus amples détails sur chacune de ces parties se trouvent dans chaque section correspondante des Principes directeurs.

Le FCT accorde également une aide au financement par le biais des deux volets suivants : projets en langue française à l'extérieur du Québec et projets en langues autochtones. Veuillez vous référer aux Principes directeurs correspondants pour plus d'information.

2.A Enveloppes d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise

2.A.1 Introduction

Les projets admissibles en vertu du sous-volet de l'Aide au développement de projets en langue anglaise sont financés par le biais des Enveloppes d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise (voir la [section 3.2](#)) qui sont des allocations des fonds du FCT versées à des télédiffuseurs canadiens de langue anglaise. Les télédiffuseurs peuvent alors choisir les projets auxquels ils consacreront une partie de leur Enveloppe d'aide au développement du télédiffuseur de langue anglaise, jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.A.2](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier du télédiffuseur en question (sous forme de droits de développement) qui doit être égal ou supérieur au montant minimum précisé dans ce document (exigence-seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.A.3](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3](#)).

Les télédiffuseurs ne peuvent pas transférer des fonds entre des enveloppes de rendement des télédiffuseurs et des Enveloppes d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise.

2.A.1.1 Définition d'un projet de développement régional

Dans le cadre de l'aide aux productions régionales, décrite dans les [sections 2.A.2](#) et [2.A.3](#) ci-dessous, un projet de développement régional est un projet réunissant les conditions suivantes :

- ▶ Le Requérant est situé en région (et a son siège social en région), et
- ▶ Le Requérant régional doit initier et continuer à participer activement au développement du projet et il doit détenir au moins 51 % des droits d'auteur du projet.

Dans cette section, les termes « régions » ou « régionale » englobent toute partie du Canada située à plus de 150 km de Montréal, de Toronto ou de Vancouver, en empruntant la route la plus raisonnablement courte. Les termes « régions » ou « régionale » englobent également toute partie de l'île de Vancouver.

2.A.2 Montant de la participation financière

Les télédiffuseurs peuvent décider quelle proportion de leur ERT ils affecteront à un projet admissible, jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifique. La contribution maximale du FCT en vertu du sous-volet des Enveloppe d'aide au développement des télédiffuseurs de langue anglaise sera le moins élevé des montants suivants :

- ▶ 50 % (ou 75 % pour un projet de développement régional) des dépenses admissibles du projet incluant toutes les phases de développement; et
- ▶ 200 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour le développement de séries à budget élevé (plus de sept épisodes) pour tous les genres, ou 125 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour le développement de miniséries dramatiques (généralement six épisodes ou moins qui traitent d'un sujet dans son intégralité pour en arriver à une conclusion, sans intention de renouvellement), ou 100 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour tous les autres types d'émissions admissibles.

Le FCT et le télédiffuseur avanceront des fonds pour le développement d'un projet admissible en suivant l'échéancier de versement ci-dessous.

Échéancier des versements

1. 50 % de la contribution du FCT sous réserve de l'acceptation des documents suivants :
 - ▶ la lettre d'entente dûment signée;
 - ▶ le contrat du scénariste;
2. 50 % de la contribution du FCT sous réserve de l'acceptation des documents suivants :
 - ▶ le traitement, le cas échéant ;
 - ▶ la première ébauche du scénario, le cas échéant;
 - ▶ la seconde ébauche du scénario ou réécriture, le cas échéant;
 - ▶ le rapport sur les coûts engagés conformément à l'article 4 des Conditions et termes généraux du Contrat d'aide en pré-développement et/ou développement du FCT.
 - ▶ la confirmation de l'entente avec le télédiffuseur.

La totalité des droits de développement du télédiffuseur et de toutes les autres sources confirmées d'aide au développement doivent faire partie de la structure financière avant la confirmation du montant de la contribution du FCT, jusqu'à concurrence du niveau de la contribution maximale. Un projet admissible peut obtenir ce montant de la contribution maximale par projet lors d'une ou de plusieurs phases. Des phases multiples au moment de la demande seront admissibles si elles ont été commandées par le télédiffuseur, à condition de soumettre les documents exigés pour le déclenchement des phases tels qu'énoncés dans le contrat du FCT. L'entente du télédiffuseur doit préciser clairement les livrables commandés pour chacune des phases d'une demande comportant plusieurs phases.

2.A.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur

Toutes les demandes de financement présentées en vertu de ce sous-volet doivent comprendre un engagement financier d'un (ou de plusieurs) télédiffuseur(s) canadien(s) ayant accès à une Enveloppe d'aide au développement des télédiffuseurs du FCT. La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du projet (exigences-seuil en matière de droits de développement), afin d'être admissible au financement du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de développement de ce sous-volet sont les suivantes :

- ▶ pour les projets régionaux d'aide au développement, l'exigence-seuil en matière de droits de développement est de 25 % des dépenses de développement admissibles.
- ▶ pour tous les autres projets, l'exigence-seuil en matière de droits de développement est de 50 % des dépenses de développement admissibles.
- ▶ l'exigence-seuil en matière de droits de l'exigence-seuil en matière de droits de développement pourrait être réduite s'il y a une tierce partie qui n'est pas un télédiffuseur canadien. Cette participation entraînera une réduction proportionnelle de la participation du FCT et des droits de développement du télédiffuseur en fonction de la participation de la tierce partie.

Les droits de développement contribuant à l'atteinte de l'exigence-seuil en matière de droits de développement peuvent être versés :

- ▶ par un nombre illimité de télédiffuseurs membres de l'Association des télédiffuseurs éducatifs du Canada (ATEC); et
- ▶ par un maximum de deux télédiffuseurs non membres de l'ATEC.
- ▶ le Requérant ne peut contribuer financièrement aux dépenses admissibles du projet.

2.A.4 Processus de dépôt de la demande

Toutes les Enveloppes d'aide au développement en langue anglaise	<i>Début de la période de réception des demandes</i>	Date limite finale
	2 mars 2009	23 novembre 2009

Définitions des dates limites :

Début de la période de réception des demandes

Les Requérants qui présentent une demande en vertu de ce sous-volet peuvent présenter leurs demandes à partir de la date indiquée ci-dessus.

Date limite finale

La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt des demandes pour l'exercice financier. Toute somme demeurant dans l'Enveloppe d'aide au développement du télédiffuseur pour laquelle le FCT n'a pas reçu de demande complète et admissible au plus tard à la date limite finale sera transférée au fonds de réserve du FCT.

2.B Aide au développement en langue française

2.B.1 Enveloppe sélective d'aide au développement de projets en langue française

2.B.1.1 Introduction

Dans le cadre du sous-volet de l'Enveloppe sélective d'aide au développement de projets en langue française, le FCT finance les projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) selon un processus sélectif qui évalue et compare les projets de toutes les régions du Canada en fonction du genre et des phases de développement. Le FCT peut choisir les projets de développement qu'il appuiera et déterminer le montant de sa contribution en fonction des montants de contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.B.1.2](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier d'un télédiffuseur canadien (sous forme de droits de développement) qui doit être égal ou supérieur au montant minimum précisé (exigence-seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.B.1.3](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3](#)).

Le FCT s'assurera que la totalité du portefeuille global reflète la diversité des voix (y compris la diversité des genres et des sous-formats, du développement des artistes et des collectivités et régions sous-représentées) et sélectionnera les projets en fonction des critères suivants :

1. Originalité et notoriété des éléments créatifs;
2. Qualité du matériel créatif (valeur de production);
3. Feuille de route du producteur et des membres de l'équipe de création; et
4. Montant de la participation financière du télédiffuseur.

Les projets de Radio-Canada/RDI ne sont pas admissibles au sous-volet de l'Enveloppe sélective d'aide au développement de projets en langue française (voir [section 2.B.2](#)).

2.B.1.2 Montant de la participation financière

Le FCT peut déterminer de façon discrétionnaire le montant de sa contribution financière à un projet admissible, jusqu'à concurrence de la contribution maximale précisée. La contribution maximale du FCT en vertu de ce sous-volet sera le moins élevé des montants suivants :

- ▶ 60 % des dépenses de développement admissibles, toutes phases confondues; et
- ▶ 200 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour le développement de séries à budget élevé (plus de sept épisodes) pour tous les genres, ou 125 000 \$, toutes phases confondues, pour le développement de miniséries dramatiques (généralement six épisodes ou moins qui traitent d'un sujet dans son intégralité pour en arriver à une conclusion, sans intention de renouvellement), ou 100 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour tous les autres types d'émissions admissibles; et
- ▶ par phase, les montants applicables énoncés dans le tableau ci-dessous :

	Documentaires	Dramatiques
1 x 60 min.	25 000 \$	30 000 \$
1 x 90 min.	30 000 \$	35 000 \$
Miniséries (6 épisodes ou moins)	35 000 \$	40 000 \$
Séries (7 épisodes ou plus)	45 000 \$	50 000 \$

2.B.1.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur

Toutes les demandes de financement présentées en vertu de ce sous-volet doivent comprendre un engagement financier pour des droits de développement de la part d'un ou de plusieurs télédiffuseur(s) canadien(s). La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du projet (exigences-seuil en matière de droits de développement), afin d'être admissible au financement du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de développement de ce sous-volet sont les suivantes :

Genres	Exigence-seuil en matière de droits de développement
Dramatique et émission pilote dans tous les genres	25 %
Documentaire, émission pour les enfants et pour les jeunes, variétés et arts de la scène	15 %

2.B.1.4 Processus de dépôt de la demande

Dates	Demandes reçues à partir du	Première date limite	Deuxième date limite	Date limite finale
Allocation des fonds des sous-volets	2 mars 2009	6 avril 2009	8 septembre 2009	23 novembre 2009
		Jusqu'à 50 %	Jusqu'à 35 %	Jusqu'à 15 %

Définitions :

Début de la période de réception des demandes

Les Requérants qui présentent une demande en vertu de ce sous-volet peuvent présenter leurs demandes à partir de la date indiquée ci-dessus.

Dates limites finales

L'Enveloppe sélective d'aide au développement des projets en langue française sera distribuée à l'échéance des trois délais de réception des demandes. Sous réserve de la demande, des fonds d'aide au développement seront réservés pour chaque échéance dans les proportions ci-dessus. La valeur des fonds distribués à chaque échéance sera ajustée par genre en fonction de la demande.

Les Requérants dont le projet aura été refusé à l'une des échéances ne pourront pas présenter de nouvelle demande pour la même phase de développement au cours du même exercice financier. Une demande présentée de nouveau au cours du même exercice financier ne sera prise en considération que si des changements importants ont été apportés au projet, à la seule discrétion du FCT, incluant des changements concernant les scénaristes, producteurs, télédiffuseurs, le format ou un matériel créatif plus développé.

Date limite finale

La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt de toutes les demandes pour l'exercice financier.

2.B.2 Enveloppe d'aide au développement du télédiffuseur de langue française Radio-Canada/RDI

2.B.2.1 Introduction

Dans le cadre de ce sous-volet, les projets admissibles (voir [section 3.2](#)) recevront une aide du FCT par le biais d'une enveloppe de rendement du télédiffuseur qui est une allocation des fonds du FCT versés à Radio-Canada/RDI. Radio-Canada/RDI peut alors choisir les projets de développement auxquels les fonds seront consacrés, jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.B.2.2](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier de Radio-Canada/RDI (sous forme de droits de développement) qui doit être égal ou supérieur au montant minimum précisé (exigence-seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.B.2.3](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3](#)).

2.B.2.2 Montant de la participation financière

Radio-Canada/RDI peuvent décider quelle proportion de leur Enveloppe d'aide au développement ils affecteront à un projet admissible, jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifique. La contribution maximale du FCT en vertu de ce sous-volet sera le moins élevé des montants suivants :

- ▶ 60 % des dépenses de développement admissibles, toutes phases confondues; et
- ▶ 200 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour le développement de séries à budget élevé (plus de sept épisodes) pour tous les genres, ou 125 000 \$, toutes phases confondues, pour le développement de miniséries dramatiques (généralement six épisodes ou moins qui traitent d'un sujet dans son intégralité pour en arriver à une conclusion, sans intention de renouvellement), ou 100 000 \$ par projet, toutes phases confondues, pour tous les autres types d'émissions admissibles; et
- ▶ par phase, les montants applicables énoncés dans le tableau ci-dessous :

	Documentaires	Dramatiques
1 x 60 min.	25 000 \$	30 000 \$
1 x 90 min.	30 000 \$	35 000 \$
Miniséries (6 épisodes ou moins)	35 000 \$	40 000 \$
Séries (7 épisodes ou plus)	45 000 \$	50 000 \$

2.B.2.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement de Radio-Canada/RDI

Toutes les demandes de financement présentées en vertu de ce sous-volet doivent comprendre un engagement financier pour des droits de développement de la part de Radio-Canada/RDI. La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du projet (exigences-seuil en matière de droits de développement), afin d'être admissible au financement du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de développement de ce sous-volet sont les suivantes :

Genres	Exigence-seuil en matière de droits de développement
Dramatique et émission pilote dans tous les genres	25 %
Documentaire, émission pour les enfants et pour les jeunes, variétés et arts de la scène	15 %

2.B.2.4 Processus de dépôt de la demande

Début de la période de réception des demandes	Date limite finale
2 mars 2009	23 novembre 2009

Définitions des dates limites :

Début de la période de réception des demandes

Tous les Requérants peuvent présenter des demandes dans le cadre de ce sous-volet à partir de la date indiquée ci-dessus.

Date limite finale

Les demandes seront acceptées jusqu'à la date limite finale ou jusqu'à épuisement des fonds disponibles, la plus rapprochée de ces dates prévalant. La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt des demandes pour l'exercice financier.

2.B.3 Aide au développement des projets régionaux en langue française au Québec

Les Requérants admissibles à ce sous-volet doivent avoir leur siège social au Québec, et doivent se trouver à plus de 150 km de Montréal, en empruntant la route la plus raisonnablement courte. Ce sous-volet comprend deux composantes :

- ▶ Aide au développement des projets régionaux en langue française au Québec
- ▶ Aide au pré-développement des projets régionaux en langue française au Québec

11

2.B.3.1 Aide au développement des projets régionaux en langue française au Québec

2.B.3.1.1 Introduction

Le FCT participera aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) en vertu de cette composante sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Le FCT peut contribuer aux projets admissibles jusqu'à concurrence des montants de contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.B.3.1.2](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier d'un télédiffuseur canadien (droits de développement) qui doit être égal ou supérieur au montant minimum précisé (exigence-seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.B.3.1.3](#)). Les projets bénéficiant d'un engagement financier de Radio-Canada/RDI sont admissibles à cette composante. Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3](#)).

Les Requérants admissibles peuvent soumettre deux projets admissibles par exercice financier. Quand un Requérant reçoit une aide financière pour deux projets au cours d'un exercice financier, seul l'un des deux projets peut être une série renouvelée.

Lorsque plusieurs projets rivalisent pour obtenir des ressources limitées, le FCT se réserve le droit de les sélectionner selon les critères suivants :

1. Originalité et notoriété des éléments créatifs;
2. Qualité du matériel créatif (valeur de production);
3. Feuille de route du producteur et des membres de l'équipe de création;
4. Montant de la participation financière du télédiffuseur.

2.B.3.1.2 Montant de la participation financière

Le FCT peut accorder une contribution financière à un projet admissible en vertu de cette composante qui atteint le montant demandé par le Requérant, jusqu'à concurrence de la contribution maximale. La participation financière totale du télédiffuseur et de toute autre source confirmée d'aide au développement doit faire partie de la structure financière avant que le FCT n'atteigne son niveau de contribution maximale. La contribution maximale correspond au moindre des montants suivants :

- ▶ soit 65 % des dépenses admissibles de développement projet, toutes phases confondues;
- ▶ soit, par phase, les montants applicables indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Documentaires	Dramatiques
1 x 60 min	25 000 \$	30 000 \$
1 x 90 min	30 000 \$	35 000 \$
Miniséries (6 épisodes ou moins)	35 000 \$	40 000 \$
Séries (7 épisodes ou plus)	45 000 \$	50 000 \$

2.B.3.1.3 Exigences-seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur

Toutes les demandes de financement présentées en vertu de ce sous-volet doivent comprendre un engagement financier pour des droits de développement de la part d'un ou de plusieurs télédiffuseur(s) canadien(s). La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du projet (exigences-seuil en matière de droits de développement), afin d'être admissible au financement du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de développement de ce sous-volet sont les suivantes :

Genres	Exigence-seuil en matière de droits de développement
Dramatique et émission pilote dans tous les genres	15 %
Documentaire, émission pour les enfants et pour les jeunes, variétés et arts de la scène	10 %

2.B.3.1.4 Processus de dépôt de la demande

Début de la période de réception des demandes	Date limite finale
2 mars 2009	23 novembre 2009

Définitions des dates limites :

Début de la période de réception des demandes

Tous les Requérants peuvent présenter des demandes dans le cadre de ce sous-volet à partir de la date indiquée ci-dessus.

Date limite finale

Les demandes seront acceptées jusqu'à la date limite finale ou jusqu'à épuisement des fonds disponibles, la plus rapprochée de ces dates prévalant. La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt de toutes les demandes pour l'exercice financier.

2.B.3.2 Aide au pré-développement de projets régionaux en langue française au Québec

2.B.3.2.1 Introduction

Cette composante vise à aider les projets régionaux en langue française au Québec en phase de pré-développement qui n'ont pas encore obtenu des fonds de développement d'un télédiffuseur. Le FCT participera aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) en vertu de cette composante sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Le FCT peut contribuer aux projets admissibles jusqu'à concurrence des montants de contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.B.3.2.2](#)) et d'autres restrictions précisées.

Les Requérants admissibles peuvent soumettre deux projets admissibles par exercice financier. Aucun de ces deux projets ne peut être une série renouvelée.

Lorsque plusieurs projets rivalisent pour obtenir des ressources limitées, le FCT se réserve le droit de les sélectionner selon les critères suivants :

1. Originalité et notoriété des éléments créatifs;
2. Qualité du matériel créatif (valeur de production);
3. Feuille de route du producteur et des membres de l'équipe de création.

2.B.3.2.2 Montant de la participation financière

Le FCT peut accorder une contribution financière à un projet admissible en vertu de cette composante atteignant le montant demandé par le Requérant, jusqu'à concurrence d'une contribution maximale de 5 000 \$ par projet.

2.B.3.2.3 Engagement du télédiffuseur

Toutes les demandes d'aide au pré-développement doivent être accompagnées d'une lettre d'intérêt d'un télédiffuseur canadien. Un télédiffuseur n'est pas obligé d'engager des droits de développement dans le cadre de cette composante.

2.B.3.2.4 Processus de dépôt de la demande

Début de la période de réception des demandes	Date limite finale
2 mars 2009	23 novembre 2009

Définitions des dates limites :

Début de la période de réception des demandes

Tous les requérants peuvent présenter des demandes dans le cadre de ce sous-volet à partir de la date indiquée ci-dessus.

Date limite finale

Les demandes seront acceptées jusqu'à la date limite finale ou jusqu'à épuisement des fonds disponibles, la plus rapprochée de ces dates prévalant. La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt de toutes les demandes pour l'exercice financier.

2.2 Nature de la participation financière

Les Requérants dont les demandes ont été acceptées dans le cadre de tous les sous-volets de développement reçoivent des avances sans intérêt. Dans le cas des composantes du volet de l'Aide au développement des productions régionales de langue française au Québec (voir [section 2.B.3.1](#)), les Requérants doivent rembourser 75 % de l'avance au premier jour du tournage des prises de vue principales ou d'une autre utilisation du scénario, ou encore lors du transfert, de la vente, de la cession ou de toute autre disposition faite du scénario. Dans le cas de tous les autres sous-volets de l'Aide au développement, les requérants doivent rembourser la totalité de l'avance au premier jour du tournage des prises de vue principales ou d'une autre utilisation du scénario, ou encore lors du transfert, de la vente, de la cession ou de toute autre disposition faite du scénario.

2.3 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de développement du projet ou le rapport final de coûts d'un projet, selon les cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes dépenses considérées nécessaires par le FCT, moins toutes dépenses considérées excessives, gonflées ou déraisonnables par le FCT. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FCT. La participation du FCT est calculée sur la base des dépenses admissibles d'un projet admissible. Le FCT évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de développement du projet.

Dans ce volet, seules les dépenses engagées au Canada sont admissibles. Les dépenses engagées avant que le Requérant n'ait conclu une entente de développement admissible ne constituent pas des dépenses admissibles, exception faite des dépenses engagées pour l'option ou l'acquisition des droits et des dépenses associées à l'acquisition de ces droits, sous réserve que ceux-ci ne soient pas payés à une personne détenant des droits de propriété dans la production.

À moins que le télédiffuseur ait commandé plusieurs phases lors du dépôt de la demande, le FCT finance généralement le développement du projet en plusieurs phases dont chacune doit faire l'objet d'une demande et d'une décision distinctes. Ces phases correspondent habituellement à la rédaction de versions individuelles du scénario.

Les [sections 2.3.2](#) et [2.3.3](#) donnent des informations sur les dépenses de développement et de pré-développement admissibles.

D'autres politiques d'affaires du FCT concernant les dépenses admissibles sont jointes en annexe B.

* Une entente de développement admissible est l'entente actuelle ayant force légale entre le Requérant et un télédiffuseur canadien qui déclenche l'aide au développement du FCT, qui est l'objet de la demande, et qui inclut, le cas échéant, des droits de développement respectant l'exigence-seuil applicable en matière de développement.

2.3.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- ▶ divulgué au FCT; et

- ▶ conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FCT/Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux [sections 3 et 4](#).

2.3.2 Dépenses de développement admissibles

Le FCT offre un soutien financier à la scénarisation et à d'autres activités normalement associées au développement de projets télévisuels, dont les recherches sur l'auditoire.

Le FCT peut, selon la phase de développement du projet, financer les dépenses suivantes :

- ▶ recherche;
- ▶ option ou achat de droits par des tiers;
- ▶ scénarisation;
- ▶ ateliers d'écriture de scénarios;
- ▶ élaboration d'un devis de production et montage financier;
- ▶ recherche sur l'auditoire;
- ▶ groupes de discussion;
- ▶ Les coûts admissibles des projets d'émissions pour les enfants et les jeunes peuvent inclure les coûts des nouveaux médias si le récit et/ou les composantes télévision et nouveaux médias sont intimement liés et interdépendants. Le FCT n'appuiera pas les composantes liées aux nouveaux médias qui sont axées principalement sur la promotion, la commercialisation, l'administration ou sur d'autres aspects du projet qui ne se rapportent pas au récit ou à l'intrigue et qui ne cherchent pas à rehausser l'expérience vécue par les téléspectateurs.
- ▶ production de maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;
- ▶ honoraires du producteur et frais d'administration;
- ▶ frais juridiques sans lien de dépendance.
- ▶ Les coûts de pré-production suivants (le FCT s'attend à ce que ces coûts ne dépassent pas 10 % du total des coûts de développement par projet; le FCT se réserve le droit de rejeter ces coûts en tout ou en partie, s'il les considère excessifs) :
 - ▶ Indemnité de disponibilité des comédiens;
 - ▶ Frais d'entreposage des décors;
 - ▶ Frais de déplacement liés à l'obtention de préventes internationales;
 - ▶ Honoraires des « showrunners »

Les modèles de devis du FCT présentent les dépenses admissibles à chaque phase du développement pour chaque genre.

2.3.3 Dépenses de pré-développement admissibles

Cette section réfère uniquement à l'Aide au pré-développement accordée aux projets régionaux de langue française au Québec décrite dans la [section 2.B.3.2](#).

Les dépenses énumérées ci-dessous peuvent être admissibles pour les projets en pré-développement qui ne bénéficient pas encore d'une participation financière d'un télédiffuseur :

- ▶ recherche préliminaire;
- ▶ consultant en scénarisation;
- ▶ chef scénariste;
- ▶ écriture d'un synopsis et traitement préliminaires;
- ▶ production de plusieurs dessins (animation);
- ▶ coûts d'impression et d'assemblage;
- ▶ frais de déplacement en vue de rencontrer les télédiffuseurs;
- ▶ honoraires du producteur et frais d'administration.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 Requérants admissibles

3.1.1 Sociétés de production

Pour être admissible au soutien financier du FCT, le Requérant* doit être une société sous contrôle canadien en vertu des sections 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*, et son siège social doit être situé au Canada. Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un Requérant, le FCT peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- ▶ le Requérant exerce ses activités au Canada;
- ▶ la stabilité financière du Requérant (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie); et
- ▶ la principale activité du Requérant est la production télévisuelle ou cinématographique.

Les Requérants qui ne sont pas constitués en sociétés mais qui respectent toutes les autres exigences peuvent présenter une demande d'aide au développement à condition de n'avoir jamais bénéficié du financement du FCT. Toutefois, les Requérants devront être constitués en sociétés avant la signature d'une entente de développement avec le FCT.

Les Requérants admissibles au sous-volet de l'Aide au développement des productions régionales en langue française au Québec ([section 2.B.3](#)) doivent avoir leur siège social au Québec et doivent se trouver à plus de 150 km de Montréal, en empruntant la route la plus raisonnablement courte.

Les sociétés de production affiliées à un télédiffuseur n'ont pas droit à une aide au développement. Le FCT utilisera la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

*Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requérant » englobe et décrit tout co-requérant et/ou société mère, selon le cas.

3.2 Projets admissibles

Un « projet admissible » en vertu de ce volet est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de ses sous-sections pertinentes à une aide au développement.

Les projets admissibles doivent être des productions canadiennes ou être développés en vertu d'accords de coproduction officiels. Un scénariste canadien doit participer à toutes les étapes du développement. Dans le cas des projets canadiens développés à titre de coproductions en vertu d'accords officiels, la participation active d'un scénariste canadien constitue une condition essentielle.

L'admissibilité à l'aide au développement ne garantit pas l'admissibilité du Requérant au financement de la production par le FCT.

Le Requérant doit avoir acquis tous les droits et les options liés au projet, exclusifs pour une période minimale de 24 mois, nécessaires à l'adaptation de l'œuvre ou du concept original, à la scénarisation, à la production et à la distribution mondiale.

Les projets admissibles doivent avoir achevé toutes les phases de développement précédentes avant de présenter une demande pour une nouvelle phase.

Le FCT reconnaît que les projets en développement en sont à leurs débuts et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, à l'ensemble des exigences de la [section 3.2](#) et de ses sous-sections. À ce titre, les projets admissibles doivent être raisonnablement conformes aux quatre Exigences fondamentales (voir la [section 3.2.1](#)), dans la mesure appropriée au genre d'émission et à la catégorie de production, comme énoncé dans l'Annexe A, et aux exigences des [sections 3.2.1](#) à [3.2.4](#), applicables à l'Aide au développement. Le FCT déterminera, à son entière discrétion, si un projet de développement est raisonnablement conforme aux exigences des [sections 3.2.1](#) à [3.2.4](#).

3.2.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les « Exigences fondamentales » énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries télévisées, chaque épisode devra satisfaire aux exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FCT ou non. Le FCT a un pouvoir discrétionnaire et peut déterminer si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales établies; son interprétation prévaudra.

1. La production s'adresse à un public canadien et traite de thèmes et de sujets d'intérêt canadien.
2. Le projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doit obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC.
3. Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
4. Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'Annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays de coproduction. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays de coproduction.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou tout autre pays membre de l'Union européenne.

Lorsqu'une production déposée auprès du FCT en tant que coproduction réalisée en vertu d'accords officiels ne peut obtenir d'attestation de coproduction officielle des autorités compétentes, la production finale doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées à la [section 3.2.1](#) (et selon le genre approprié - voir l'annexe A) et respecter tous les critères d'admissibilité applicables aux projets qui ne sont pas des coproductions en vertu d'accords officiels pour demeurer admissible à un soutien financier du FCT.

3.2.2 Genres

Le FCT appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes et variétés et arts de la scène. Les définitions du FCT pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FCT* : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualité, émissions d'intérêt religieux, émissions de levée de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

*Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.

3.2.3 Propriété et contrôle canadiens

Un projet admissible doit remplir les critères suivants* :

- ▶ le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- ▶ le projet est financièrement contrôlé par des citoyens canadiens ou par des résidents permanents;
- ▶ le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- ▶ une émission auparavant produite à l'interne par un télédiffuseur est admissible au soutien financier du FCT si le Requérent est une société indépendante de production qui contrôle entièrement les différents aspects du projet;
- ▶ d'une façon générale, un particulier, une entité ou toute entité non canadienne liée au projet ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- ▶ le Requérent doit conserver et exercer tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces derniers incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- ▶ le Requérent doit détenir tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il doit également conserver un intérêt financier permanent dans le projet.

* Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder au financement du FCT.

3.2.4 Exigences techniques

Les projets admissibles doivent remplir les critères suivants :

- ▶ Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes appuyées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- ▶ Sa durée de diffusion doit être supérieure à 30 minutes (incluant les pauses publicitaires). Un bloc d'émissions pour les enfants, peu importe sa durée, peut toutefois être admissible à un soutien financier, mais cela ne s'applique pas aux émissions pour les jeunes;
- ▶ Ce doit être une nouvelle production. Une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment. Dans le cas d'une série, le FCT considérera le cycle entier afin de déterminer si le projet est un montage ou non (par exemple un documentaire de tournage et/ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.

4. CONFORMITÉ ET DÉCLARATIONS

4.1 Présentation des documents

Les Requérants sont responsables de l'acheminement de leurs demandes au FCT et ils doivent s'assurer que le FCT reçoit tous les documents pertinents et veiller à la mise à jour des documents qui ont été modifiés. Le FCT peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation terminée, pour terminer ses rapports pertinents. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FCT se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels initiaux soumis par le Requérant.

4.2 Non-conformité aux Principes directeurs

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FCT peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

4.3 Fausse déclaration

Les conséquences liées à la déclaration de faux renseignements ou à l'omission d'informations importantes dans une demande ou à son sujet peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- ▶ Le projet actuel du Requérant peut devenir inadmissible à un financement
- ▶ Les productions ultérieures du Requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- ▶ Le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- ▶ Le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FCT). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

5. PRÉSENTATION DES DEMANDES

La [section 2](#) donne les dates limites de chaque sous-volet d'Aide au développement.

Lieux de dépôt des demandes

L'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada administre le volet de l'Aide au développement pour le compte du Fonds canadien de télévision.

Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTelefilm, à l'adresse www.telefilm.gc.ca.

Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FCT à l'un des bureaux de l'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada suivants :

MONTRÉAL

360, rue Saint-Jacques, 6^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Sans frais : 1-800-567-0890
Téléphone : (514) 283-6363
Télécopieur : (514) 283-8212

HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 300
Halifax, (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4
Sans frais : 1-800-565-1773
Téléphone : (902) 426-8425
Télécopieur : (902) 426-4445

TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100
Toronto (Ontario) M5T 2S6
Sans frais : 1-800-463-4607
Téléphone : (416) 973-6436
Télécopieur : (416) 973-8606

VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5
Sans frais : 1-800-663-7771
Téléphone : (604) 666-1566
Télécopieur : (604) 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement, veuillez communiquer avec l'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations sur les politiques du FCT, veuillez communiquer avec le Fonds canadien de télévision au 1-877-975-0766 ou par courriel à l'adresse suivante : fct@ctf-fct.ca.

Pour communiquer avec le Fonds canadien de télévision :

Fonds canadien de télévision
50, rue Wellington Est, 4^e étage
Toronto (Ontario) M5C 1S2
Sans frais : 1-877-975-0766
Téléphone : (416) 214-4400
Télécopieur : (416) 214-4420
fct@ctf-fct.ca

Pour de plus amples renseignements ou pour d'autres informations sur les politiques du FCT, veuillez vous rendre à : www.ctf-fct.ca.